#24

Prof. NICOLAS MILEFF

# La Macédoine inquiète.

Extrait de la REVUE CONTEMPORAINE, Paris, 71^e année №№ 6 et 7

du 1-er juin et du 1-er juillet 1923.

SOFIA — IMPRIMERIE „BALKAN" — 1923.

Prof. NICOLAS MILEFF

# La Macédoine inquiète.

Extrait de la REVUE CONTEMPORAINE, Paris, 71^e année №№ 6 et 7

du 1-er juin et du 1-er juillet 1923.

SOFIA — IMPRIMERIE „BALKAN" — 1923.

# Notice.

Cette étude, parue dans la *Revue Contemporaine* du 1-er juin et du 1-er juillet, a été écrite aux derniers jours d'avril. Cependant, elle n'a rien perdu de son actualité. La Macédoine inquiète répand de plus en plus l'inquiétude autour d'elle. Rien ne le prouve mieux que la préoccupation de la politique et de l'opinion publique serbes. Tandis que quelques rares voix continuent encore à nier l'existence du mouvement macédonien, d'autres, plus sincères, en signalent la gravité; mais, au lieu de préconiser l'unique remède susceptible de guérir le mal, le respect de la conscience et des droits des Macédoniens, elles réclament des mesures exceptionnelles pour enrayer une agitation qui semble avoir débordé les autorités. On est même allé jusqu'à discuter publiquement l'idée de confier à une organisation officielle de comitadjis serbes la poursuite des militants macédoniens et la défense de la sécurité de l'Etat. De fait, cette organisation existe déjà. Hermann Wendel, le socialiste allemand connu pour ses sympathies serbes, écrivait tout récemment dans un journal tchèque, le *Prager Presse* (11 octobre 1923):

„Le gouvernement combat le mouvement des bandes" — entendez l'action de l'Organisation Macédonienne — „avec tous les moyens de répression; il groupe dans le pays des masses de gendarmes, fait entreprendre de vastes raids, met à haut prix, 50.000 dinars et plus, les têtes des chefs des comitadjis, décrete l'état de siège et remplit les prisons de gens suspects".

Mais Wendel lui-même est obligé de reconnaître que ce n'est pas la méthode qui rendra la paix à la Macédoine et qui établira solidement l'autorité de l'Etat. Belgrade affirme nettement le caractère intérieur de la question macédonienne et cherche à tout prix à empêcher qu'elle ne se pose, comme dans le passé, sur le terrain international. Mais, dit le publiciste socialiste, „la question ne pourra à la longue garder ce caractère que si l'Etat yougo-slave réussit à guérir les blessures du pays et à en gagner moralement les habitants".

Pour gagner moralement les habitants de la Macédoine il n'y a, répétons-le, qu'un seul moyen; c'est de respecter leur sentiment na-

tional et de remplacer le régime d'oppression et de corruption actuellement existant par une politique de justice et de progrès social. Mais cette politique répugne au nationalisme agressif de Belgrade qui a soulevé contre ses convoitises toutes les nationalités non serbes de l'Etat yougo-slave.

Aussi la question macédonienne subsistera-t-elle et pourra devenir un danger balkanique, partant européen, si l'opinion européenne et la Société des Nations n'interviennent à temps pour ramener le gouvernement de Belgrade au respect des engagements solennels assumés par lui par la signature du traité de protection des minorités.

Le gouvernement bulgare et le gouvernement yougo-slave viennent de négocier, à Nich, une convention pour la sécurité de leurs frontières. Le texte de cette convention n'a pas encore été rendu public. On sait cependant qu'il se borne à stipuler diverses mesures techniques que les deux Etats s'engagent à prendre séparément et librement le long de leur frontière macédonienne, afin d'enrayer ce qu'improprement on appelle le mouvement des bandes et ce qui est, en réalité, la profonde et grave agitation des esprits en Macédoine.

L'accord de Nich n'est donc pas un accord politique. Il marque cependant une étape importante dans l'évolution des rapports politiques entre la Serbie et la Bulgarie au lendemain de la guerre et un rapprochement manifeste entre Belgrade et Sofia. A ce titre, il est doublement intéressant.

L'histoire de ces rapports est fort suggestive. Lorsque M. Stamboliisky prit le pouvoir en 1919, il proclama bruyamment sa décision d'aboutir rapidement à un rapprochement étroit avec la Serbie. Déjà en 1913, au lendemain du désastreux traité de Bucarest, alors qu'il n'était qu'un agitateur sans grand prestige, M. Stamboliisky n'hésitait pas à se proclamer Yougoslave avant tout, et après seulement Bulgare. Devenu, à la suite du désastre de 1918, président du Conseil, il lui sembla que sa profession de foi yougoslave allait assurer le triomphe de sa politique extérieure.

Mais à ces manifestations spontanées, Belgrade répondit par une froide réserve, quand ce n'était pas par un blessant dédain.

Lors de la signature du traité de Neuilly, M. Stamboliisky, premier ministre et premier délégué bulgare, écrivit aux présidents du Conseil des trois Etats voisins, Serbie, Roumanie, Grèce, les exhortant à passer l'éponge sur le passé et à se tendre la main en vue d'une franche collaboration pour l'avenir : M. Pachitch ne daigna même pas répondre. M. Stamboliisky ne s'en découragea pas. Il renouvela ses sollicitations à chaque occasion qui lui paraissait favorable et même sans occasion, ce qui indisposait grandement l'opinion publique bulgare. Non pas que cette opinion fût opposée à la politique de rapprochement avec les Serbes, au contraire : un sûr instinct semble indiquer aux Bulgares aussi bien qu'aux Serbes que leur avenir sera assuré le mieux s'ils arrivent à se mettre d'accord et à fonder, sous une forme ou sous une autre, une fédération unissant tous les Slaves du Sud, de l'Adriatique à la mer Noire et à la mer Egée. Mais on pensait, et l'on pense toujours, que la Bulgarie mutilée, suffoquée par les charges que les trai-

tés de paix ont imposées aux vaincus, guettée par la misère, doit traverser une période de recueillement dans sa politique étrangère et laisser mûrir les choses en s'appliquant avec sagesse à son relèvement intérieur.

M. Stamboliisky, lui, ne voulait pas aller par quatre chemins. Les susceptibilités manifestées par ses compatriotes lui paraissaient de médiocre importance en regard de son idée, et le désir d'enregistrer un succès politique ne cessait de tourmenter son esprit. Il multipliait ses manifestations yougo-slaves. Dans ses voyages à l'étranger il traversa plusieurs fois la capitale de la Yougoslavie, sans réussir à se faire recevoir par les hommes d'Etat serbes, même après avoir été l'hôte du roi et du président du Conseil de Roumanie. Enfin, en juin 1921, M. Pachitch consentit à recevoir, pour un entretien d'une heure, le ministre de la guerre bulgare Dimitroff, le personnage le plus influent du cabinet après son chef, et qui devait périr, quatre mois plus tard, d'une mort atroce. Des rapports directs étaient ainsi noués entre les deux gouvernements.

La conversation entre les deux hommes politiques avait porté sur la cause première et unique de tous les désaccords serbo-bulgares: la Macédoine

Car, il faut bien le dire, ce ne sont pas les souvenirs de la guerre qui sont le véritable obstacle au rapprochement entre la Bulgarie et la Serbie. Les souvenirs de guerre s'effacent et l'histoire a vu bien des „ennemis séculaires" se réconcilier au lendemain de profondes dissensions ou de sanglants conflits; or Serbes et Bulgares ne sont point divisés par les siècles; ils sont simplement des frères ennemis, dont les discordes datent d'hier. Le fossé pourrait donc être facilement comblé.

Au fond de ces discordes, depuis vingt-cinq ans, nous trouvons toujours la Macédoine.

* * *

Nous n'allons pas, dans ces pages qui veulent apporter un peu de lumière sur une question d'actualité, et peut-être ouvrir quelques vues sur l'avenir, nous enlizer dans un débat qui appartient au passé. Mais une division si grave, une division qui a provoqué en deux ans deux guerres entre Serbes et Bulgares — guerre de 1913 et guerre de 1915 — ne saurait être expliquée ni comprise si quelques faits n'etaient pas fixés.

Voici ces faits. La Macédoine — le pays compris entre la mer Egée et le lac d'Ochrida, la Bistritza (Halyacmon, Indjé-Karassou), le massif du Char et la Mesta et dont la vallée du Vardar constitue l'axe principal — est habitée par une majorité slave. Les Turcs qui furent pendant cinq siècles les maîtres du pays, les autres races qui l'habitent, Albanais, Grecs, Aroumains ou Valaques, Juifs, ont toujours considéré les Slaves Macédoniens comme Bulgares. Tous les étrangers qui se sont trouvés en contact avec eux, depuis les moines et les mercenaires du

moyen âge jusqu'aux missionnaires, voyageurs, savants et consuls du siècle dernier, à quelque nation qu'ils appartiennent, ne parlent également que de Bulgares en Macédoine. La masse elle-même se considère comme telle; bien plus, depuis bientôt un siècle, elle participe au mouvement général de la race bulgare vers l'émancipation nationale et politique avec une ténacité et une abnégation que les revers n'ont fait que stimuler. Le plus modeste des Macédoniens se considère aujourd'hui comme meilleur Bulgare que son frère de sang du royaume bulgare, et cet orgueil n'est que très légitime, si la puissance du sentiment national se mesure aux sacrifices consentis pour l'affirmation de l'idéal de la race. Contre la domination spirituelle et les tendances hellénisatrices du patriarcat grec d'abord, contre l'oppression politique et sociale des Turcs ensuite, et enfin contre la propagande serbe, les Bulgares de Macédoine ont fait les sacrifices les plus douloureux.

La propagande serbe en Macédoine est d'inspiration politique et d'origine récente. Feu M. Milovanovitch, un des hommes d'Etat les plus éminents de la Serbie, collaborateur intime de M. Pachitch, écrivait en 1898 : „Jusqu'en 1885, la Serbie n'avait point pensé à la Macédoine". Pourquoi? Par indifférence? Par crainte? Par calcul politique? Point du tout. Dès 1860, sous le règne du prince Michel, les patriotes serbes rêvent de faire de la petite principauté vassale de la Porte le Piémont de l'unité serbe et même de l'unité yougo-slave. En 1876 la Serbie s'engage résolument dans une lutte inégale contre la Turquie par solidarité avec les Serbes de Bosnie et de l'Herzégovine, révoltés contre le sultan. Il n'y avait donc aucune raison pour que la Macédoine fût exclue du domaine de l'irrédentisme serbe, si réellement entre elle et le serbisme il y avait eu ces liens moraux qui s'affirment à travers mille obstacles.

Si la Serbie, jusqu'en 1885 n'avait point pensé à la Macédoine, c'est qu'elle savait que la Macédoine n'était pas serbe.

Tous les écrits serbes, toutes les cartes, toutes les manifestations de l'esprit publique serbe, jusqu'en 1885, et même plus tard, témoignent d'une façon irrécusable que les cercles savants, le monde politique et l'opinion publique serbes considéraient la Macédoine comme faisant partie du patrimoine national bulgare. Vouk Karadjitch, le réformateur de la langue serbe, la plus haute autorité de la philologie et de l'ethnographie serbes au XIX-e siècle, ne pensait pas autrement. Dans sa correspondance on trouve plus d'un témoignage de cette conept n. Les cartes ethnographiques ou linguistiques serbes arrêtent l'extension de la race et de la langue serbes à l'ouest de la Morava orientale ou bulgare et au nord de la chaîne du Char, en quoi elles corroborent les constatations des observateurs étrangers. En 1850, le gouvernement de Belgrade envoya en Macédoine, avec la mission d'y étu-

pier le folklore slave, Stéphane Verkovitch, Serbe de Bosnie. Verkovitch passa plusieurs années en Macédoine et publia en 1860, aux frais de l'Etat serbe, un recueil de chants populaires de la Macédoine qu'il intitula justement „Chants populaires des Bulgares de Macédoine". Il y eut bien un chauvin exalté, Milojevitch, qui, en 1866, émit l'idée qu'il y avait des Serbes en Macédoine mais il fut cruellement raillé par ses compatriotes; il raconte lui même dans ses mémoires qu'on le considérait comme un fou dangereux.

La politique serbe, suivant le mouvement de l'opinion publique, n'avait aucune visée sur la Macédoine. Au contraire. En avril 1867 le gouvernement du prince Michel négocia avec les patriotes bulgares réfugiés à Bucarest une entente secrète en douze points pour la constitution d'un royaume yougo-slave, comprenant les pays serbes et bulgares soumis aux Turcs; l'art. 2 de cette convention dit expressément que dans la Bulgarie sont comprises la Thrace et la Macédoine. Aussi, lorsque les Bulgares de la Bulgarie Danubienne, de la Thrace et de la Macédoine conquirent en 1870 leur autonomie religieuse par la fondation de l'Exarchat et que l'année suivante les délégués de tous les diocèses bulgares se réunirent à Constantinople pour élaborer la constitution de la nouvelle Eglise, la presse serbe manifesta-t-elle sa joie sans aucun mélange de jalousie.

Mais après 1878, et surtout après 1885, il se produit, dans les rapports serbo-bulgares, une évolution funeste; la Serbie commence à tourner ses regards vers la Macédoine.

Que s'était-il passé dans l'intervalle?

Il s'était passé ceci que l'Autriche-Hongrie, à la faveur du traité de Berlin, s'était installée en Bosnie-Herzégovine et barrait ainsi la route aux aspirations nationales des Serbes. D'autre part, la Bulgarie était érigée, à l'est, en Etat autonome; il ne restait plus, pour le besoin de s'accroître qui tourmentait la Serbie, que la perspective de l'héritage de l'homme malade. Le roi Milan s'y laissa entraîner. Ou plutôt il y fut poussé par Vienne. En 1881 il conclut à cette fin une entente secrète avec l'Autriche. Un homme d'Etat serbe, M. Cedomil Mijatovitch, qui représenta pendant de longues années son pays à Londres, a publié dans ses mémoires (The Memoirs of a Balkan Diplomatist) le texte authentique de la convention dont il fut le négociateur. En vertu de cet accord, la Serbie s'engageait à s'abstenir de toute agitation en Bosnie-Herzégovine; la double monarchie de son côté promettait d'appuyer les prétentions serbes sur la Macédoine, semant ainsi les germes de cette rivalité entre Serbes et Bulgares qui fut inaugurée par la guerre fratricide de 1885, lorsque la Serbie tomba dans le dos de la jeune principauté bulgare.

La défaite essuyée par Milan à Slivnitza eut pour résultat de sti-

muler encore davantage le désir de Belgrade de trouver en Macédoine une compensation aux déboires de sa politique d'expansion. La propagande serbe se mit à l'oeuvre pour gagner à sa cause les Slaves macédoniens. Elle se heurta cependant au sentiment national bulgare de la population; malgré les fonds dont elle était libéralement dotée et malgré la bienveillance des autorités turques, heureuses de trouver dans son action un appui à leur politique de *divide et impera*, elle échoua. Lorsqu'en 1908 la révolution jeune-turque promit aux populations une ère de liberté, les adeptes de la propagande serbe, appelés *serbomanes* par les Bulgares, se réduisirent presque à quelques personnes directement intéressées à conserver leurs relations avec Belgrade ou avec les consuls serbes.

Il faut supposer que les milieux politiques serbes ne tardèrent pas à s'apercevoir que les résultats obtenus par leur propagande étaient en forte disproportion avec les efforts et les sacrifices pécuniaires qui avaient été nécessaires. Dès 1897, lors de la visite du roi Alexandre Obrénovitch à Sofia, le gouvernement serbe chercha à s'entendre avec la Bulgarie sur la base du partage. La Bulgarie refusa. La politique macédonienne des gouvernements bulgares tenait dans un mot: *Autonomie*.

L'autonomie était le voeu ardent des populations macédoniennes. Elle constituait le programme politique de cette redoutable Organisation Révolutionnaire Secrète qui, fondée en 1893 à Ressen (Macédoine Occidentale) par quelques professeurs et maîtres d'école bulgares, étendit rapidement son réseau sur les trois vilayets de Salonique, Monastir et Uskub et, insaisissable, devint la terreur des beys turcs et le cauchemar du sultan. Après quelques explosions locales, une grande insurrection populaire éclata en août 1903; violemment réprimée, elle eut néanmoins le résultat escompté par les chefs, l'intervention des puissances: lentement, se heurtant tantôt à l'inertie, tantôt à la classique politique de louvoiement où excellait la Porte, le contrôle international s'étendit de plus en plus. En 1908, lorsque la révolution jeune-turque mit fin à l'action réformatrice de la France, de l'Angleterre, de la Russie, de l'Italie et de l'Autriche-Hongrie, les grandes lignes de l'autonomie macédonienne étaient déjà tracées.

Le nationalisme agressif des Jeunes-Turcs, trompant l'attente des populations chrétiennes et menaçant la sécurité des Etats balkaniques, ne tarda pas à provoquer une reprise de l'activité révolutionnaire en Macédoine interrompue en 1908, et la conclusion de l'alliance serbo-bulgare. La Bulgarie, plus directement menacée par la Turquie et obligée de courir au plus pressé, dut consentir dans ses négociations avec la Serbie à une déviation de sa politique macédonienne et accepter une autre solution que l'autonomie; mais celle-ci n'était pas exclue. Après avoir stipulé sur le sort des territoires extra-macédoniens de la Tur-

qui d'Europe à l'est du massif du Rhodope et de la Strouma, qui devaient revenir à la Bulgarie, et de ceux situés au nord et à l'ouest du Mont Char, qui étaient reconnus à la Serbie, l'art. 2 de l'annexe secrète au „Traité d'amitié et d'alliance" du 13 mars 1912 déclarait: „Quant au territoire compris entre le Char, le Rhodope, la mer Egée et le lac d'Ochrida — et ce territoire, on le voit, c'est la Macédoine presque intégrale — si les deux parties contractantes acquièrent la conviction que leur organisation *en province autonome distincte* est impossible, vu les intérêts communs des nationalités serbe et bulgare ou pour d'autres raisons d'ordre intérieur ou extérieur...", la Serbie reconnaissait comme revenant à la Bulgarie le pays situé à l'est d'une ligne qui, ayant son point de départ à l'ancienne frontière turco-bulgare, au nord de Kriva Palanka, suivait la direction générale du sud-ouest pour aboutir à la rive nord du lac d'Ochrida. Pour régler le sort du territoire compris entre cette ligne, le Mont Char et le Drin, les deux pays s'engageaient à recourir à l'arbitrage de l'empereur de Russie et d'accepter sa décision.

C'était, en somme, un partage déguisé de la Macédoine, Mais, comme l'opinion bulgare et les Macédoniens, surtout, n'auraient jamais pardonné au gouvernement bulgare d'avoir accepté ce démembrement, le cabinet de M. Guéchoff se sauvait derrière l'autorité du tzar.

Le traité serbo-bulgare n'arriva pas à exécution. Après la victoire sur les Turcs, le gouvernement de Belgrade en demanda la revision invoquant le principe *rebus sic stantibus*; la Bulgarie, ayant déjà fait un maximum douloureux de concessions, défendit le respect du traité et le conflit diplomatique dégénéra en une guerre fratricide, d'où la Bulgarie sortit vaincue et dépouillée. Mais on remarquera que, en signant le traité dans les conditions les plus favorables pour elle, la Serbie reconnaissait à la Bulgarie la plus grande partie de la Macédoine et s'engageait à accepter comme définitive toute ligne qui, dans les limites comprises entre la frontière occidentale de la Macédoine, le Drin, le Char et la ligne du traité, aurait été indiquée par l'empereur de Russie.

Par le traité de Bucarest (10 août 1913), la Serbie devint maîtresse de la majeure partie de la Macédoine qui fut partagée entre elle et la Grèce, aux termes d'un traité secret conclu entre les deux pays, le 2 juin 1913, à Salonique; la frontière était basée „sur le principe de l'occupation effective" (art. 3), c'est-à-dire suivant le hasard des opérations militaires. Dans cette Macédoine ainsi partagée, la population d'un côté de la frontière serbo-grecque fut proclamée serbe, celle de l'autre côté, bien que ne différant en rien de la première, dut faire profession de foi hellénique. Mais n'étant ni serbe, ni grecque, elle fut soumise de part et d'autre à un régime de conquérants.

Au lendemain de l'annexion, en effet, le gouvernement de Belgrade promulgua (21 septembre, 3 octobre 1913), une ordonnance royale,

le Règlement sur la sécurité publique dans les pays annexés, qui mérita l'honneur de la citation *in extenso* dans le gros volume de l'*Enquête dans les Balkans* effectuée en automne 1913 par une commission de la Dotation Carnegie pour la paix internationale. Ce règlement constitue par lui-même une preuve que la Macédoine était considérée à Belgrade comme une dépendance, „une sorte de colonie conquise que les conquérants pouvaient administrer à leur gré" (page 144). Ses dispositions étaient draconiennes. Pouvoir discrétionnaire des autorités de police; déportation des familles en cas de rébellion dans une commune si les récalcitrants ne regagnaient pas leurs foyers; déportation pour recel; dix ans de travaux forcés pour recel de personnes armées; les troupes envoyées pour maintenir la sécurité vivent à la charge des habitants; vingt ans de travaux forcés pour tentative d'endommagement de voies ferrées ou de navigation; peine capitale, si la tentative d'endommagement a provoqué la mort; peine capitale pour les complices des rebelles ou des bandes etc., etc.), tel est le contenu de ce document caractéristique: aussi les auteurs de l'enquête — les hommes de la valeur morale d'un Paul Milioukoff, d'un d'Estournelles de Constant, d'un Justin Godard — en en faisant l'analyse, ont pu rendre ce jugement: „Si on ignorait, en effet, ce qu'est la Macédoine, la publication de ces ordonnances permettrait de le deviner" (page 148).

L'arbitrage administratif n'est pas l'unique ni le plus grave reproche qn'on puisse faire au régime serbe tel qu'il fut instauré en Macédoine au lendemain du traité de Bucarest. La dénationalisation violente fut sa marque véritable. Les Bulgares de Macédoine, arrivés à la conscience nationale par la poussée irrésistible des idées du XIX-e siècle, avaient fondé et entretenu de nombreuses écoles; à la veille de la guerre balkaniqne ils possédaient une organisation scolaire dont les observateurs étrangers se plaisaient à relever la solidité et l'esprit moderne. Le nombre total des écoles bulgares dans les trois vilayets macédoniens et dans le vilayet d'Andrinople s'élevait, en 1911—1912, à 1.373, dont 1.273 primaires, fréquentées par 78,854 élèves dont 72.354 dans les écoles primaires. Près des deux tiers de ces établissements d'enseignement revenaient aux territoires adjugés à la Serbie. Tous furent supprimés et remplacés par des écoles serbes. L'enseignement bulgare fut aboli, les livres bulgares brûlés, le sentimeut bulgare rigoureusement réprimé. En même temps que les professeurs et les instituteurs, qui furent expulsés en masse, les archevêques (métropolites) bulgares d'Ochrida, Bitolia, Vélès, Dibra et Skopié furent chassés de leurs sièges et obligés de se réfugier en Bulgarie. On voulait ainsi décapiter le pays pour mieux le subjuguer

Les Macédoniens auraient pu, à la rigueur, s'accommoder de la domination serbe, si celle-ci se montrait capable de leur assurer la tran-

quillité; ils ne pouvaient renier leur passé, l'idéal de liberté morale qui avait alimenté l'effort de deux générations. Contre le système de dénationalisation auquel le gouvernement de Belgrade semblait attacher une importance vitale, leur résistance fut irréductible. Les Serbes s'en aperçurent, lorsque vinrent pour eux les jours sombres de la retraite de 1915, après l'entrée en guerre de la Bulgarie.

* * *

Pour l'intervention de la Bulgarie dans la guerre, aux côtés des puissances centrales, la Macédoine fut la cause décisive. On a beau dire que le roi Ferdinand avait résolu, quoi qu'il arrivât, de pousser son pays dans le camp germanique et que son premier ministre, M. Radoslavoff, était irrémédiablement inféodé à l'influence allemande. Si entre les mois d'août 1914 et 1915, les puissances de l'Entente avaient fait à la Bulgarie une offre précise catégorique concernant la Macédoine, il n'y aurait pas de force au monde qui eût pu lancer le régiments bulgares contre la Serbie. Mais cette offre ne vint pas, car la Serbie s'y opposa jusqu'au dernier moment et les alliés hésitaient; le camp fut laissé libre à la politique de l'alliance centrale, et la Bulgarie qui voulait délivrer la Macédoine, fit la guerre pour la Macédoine.

La guerre se termina, pour elle, par un véritable désastre. Diminuée, désarmée, isolée, grevée par une dette formidable à laquelle est venu s'ajouter le fardeau écrasant des réparations, la Bulgarie a renoncé pour toujours à toute visée territoriale sur la Macédoine. Désormais sa politique reste dominée par le double souci de la restauration intérieure et de l'issue à la mer Egée, indispensable à cette restauration. La Serbie, au contraire, devenu l'Etat des Serbes, Croates et Slovènes, presque trois fois plus grand en territoire et en population que la Bulgarie, est la première puissance militaire du Danube et s'appuie sur des alliances et des amitiés qui s'étendent de la Baltique au cap Matapan.

Cependant, la question macédonienne subsiste, comme avant, et chaque jour qui passe en montre le caractère menaçant.

Pourquoi? Parce qu'elle a existé dans le passé, indépendante de la politique bulgare. Parce que, comme M. Stamboliisky l'a dit dans ses déclarations, par ailleurs si maladroites, devant les journalistes de Belgrade, lors de sa visite de novembre 1922, si la Bulgarie ne pense plus à la Macédoine, les Macédoniens, eux, y pensent toujours.

Les Macédoniens, restés dans leurs foyers natals, les Macédoniens dont le flot a inondé la Bulgarie — on en évalue le nombre à 300.000 — et qui occupent une place éminente dans la vie publique du pays, les Macédoniens que la domination étrangère a chassés au-delà de l'Océan et qui, aux Etats-Unis et au Canada, forment déjà une colonie nom-

breuse et active. Ces nouveaux Irlandais proclament leur fidélité à l'idéal de l'autonomie, de l'indépendance de leur pays et veulent l'atteindre par le double moyen de l'action intérieure et extérieure.

L'action extérieure consiste à maintenir vif dans l'opinion étrangère l'intérêt pour la Macédoine, de réclamer comme garantie minimum l'application des traités pour la protection des minorités, — que la Serbie a signé en 1919 et qu'elle ne songe pas à appliquer, que la Grèce doit signer à Lausanne et qu'elle se gardera bien d'exécuter ayant déjà baptisé d'*Hellènes bulgarophones* ses sujets de race bulgare — de dénoncer enfin le péril certain que constitue pour la paix balkanique le règlement actuel de la question macédonienne, injuste, imprévoyant, absurde. Groupés en une organisation puissante, les Macédoniens de toutes races, qui vivent à l'étranger, Bulgares, Turcs, Albanais, Aroumains, ne laissent manquer aucune occasion pour faire connaître leurs revendications à l'opinion publique, aux puissances alliées et à la Société des Nations. La manifestation grandiose qu'on vit défiler dans les rues de Sofia, le 15 avril dernier, a été une affirmation éclatante de l'esprit macédonien.

A la Conférence de Lausanne on vit apparaître un nouveau postulant macédonien qu'on n'avait vu jusqu'ici ni à la Société des Nations ni aux différents congrès de paix où les esprits généreux de notre époque cherchent les remèdes aux maux qui affligent l'humanité.

Ce postulant, qui parle un langage concis, énergique, c'est l'Organisation Révolutionnaire Secrète, dont le rôle, dans le mouvement macédonien, n'a jamais été aussi puissant qu'aujourd'hui.

Les grands bouleversements dont les Balkans ont été secoués depuis dix ans, les guerres, les traités, n'ayant pas donné à la question macédonienne la solution logique qu'elle devait avoir, ont laissé intact en Macédoine la tradition de combat cultivée sous les Turcs pendant près de vingt ans et représentée par l'Organisation Secrète. Les Macédoniens avaient réellement cru que, après la victoire des Alliés, les bénéfices du nouveau règlement du monde seraient étendus à leur pays: nulle part le programme du président Wilson n'avait exercé une fascination aussi puissante et ne pouvait recevoir d'application plus juste. Le réveil fut douloureux. Immédiatement après la réoccupation de la Macédoine, le 24 octobre 1918, le ministre de l'Intérieur de Serbie, M. Iovanovitch, lançait une circulaire aux préfets; il y disait que les principes de Wilson n'auraient d'application qu'au détriment des États ennemis et que, par conséquent, la Macédoine ne serait pas détachée de la Serbie. M. Iovanovitch avait raison. Le sort de la Macédoine fut discuté, semble-t-il, dans les réunions privées des diverses délégations alliées et associées à Paris, mais on se garda bien de toucher au traité de Bucarest. Apparemment la protection des minorités fut esti-

mée comme une compensation suffisante pour la population macédonienne.

Elle aurait pu satisfaire les éléments modérés au moins, si réellement elle avait été effectuée. Si les Bulgares avaient pu avoir leurs écoles, leur organisation spirituelle, leur journaux, leurs institutions de culture. Mais à Belgrade on n'a jamais voulu entendre parler de tout cela. Quand on fait observer aux publicistes et aux hommes politiques serbes l'erreur de cette politique, ils répliquent que le sentiment bulgare des Macédoniens a été façonné par la propagande et la terreur bulgares, mais que, au bout de quinze ans, il n'y aura plus un seul Bulgare, le pays sera serbe, tout comme Vrania, Leskovetz et Pirot, qui possédaient leur évêque et leurs écoles bulgares avant 1878, mais qui ensuite furent vite acquis au serbisme.

Eh bien, c'est ici le cas de dire avec Gobineau que l'analogie est la mère des erreurs. Entre la Macédoine et la vallée de la Marava orientale , il n'y a pas d'analogie possible. Les Bulgares de la Morava furent heureux de se soustraire, après la guerre russo-turque, aux vexations intolérables des beys, aux sanglants excès des colons albanais et de passer sous l'autorité d'un Etat chrétien; ils n'avaient pas l'éducation nationale que possèdent aujourd'hui les Bulgares de Macédoine; ils étaient moins nombreux que ceux-ci, leur dialecte était plus proche du serbe; enfin la rivalité serbo-bulgare n'existait presque pas à cette époque; l'école et la caserne purent donc sans peine leur inculquer la conscience serbe.

Les Bulgares de Macédoine, au contraire, ont livré de chaudes batailles aux adversaires de leur nationalité ou de leur liberté; leur éducation nationale est parfaite; ils se considèrent eux-mêmes, nous l'avons dit, plus Bulgares que les Bulgares du royaume. Dans la longue lutte contre l'Eglise grecque, contre la propagande serbe et l'oppression turque, il n'est pas de famille macédonienne qui ne compte un héros ou un martyr. Dans les cachots de Skopié, Bitolia, Salonique, dans les bagnes de Saint-Jean d'Acre et de l'Anatolie et dans les sables de Fezzan se sont fanées les fleurs les plus éblouissantes du jardin macédonien. Comment briser l'âme d'un peuple quand cette âme est trempée dans le sang des héros et des martyrs? En 1914, bien avant la guerre mondiale, des recrues macédoniennes, à Karagouévatz, refusaient de prêter le serment de fidélité au roi Pierre, et se dispersaient au cri de: „Vive la Bulgarie!". Ces recrues étaient de Chtip, Macédoine Orientale. En 1922, les jeunes Macédoniens des classes supérieures d'un lycée serbe mettaient le feu à l'école, parce que, disaient-ils dans la lettre envoyée au directeur, dans cet établissement élevé par leurs pères et grands-pères et où Damien Groueff, Georges Deltcheff, Pierre Tocheff ont semé l'esprit de la liberté et l'amour de la patrie, ils ne voulaient pas que leur

âme fût torturée par les intrus.[1]) Ceci s'est passé à Prilep, Macédoine Occidentale.

Un journal de Sofia, la *Nezavissima Makédonia (La Macédoine Indépendante)*, organe des émigrés macédoniens, recevait dernièrement un bout de papier chiffonné, portant cette adresse, écrite d'une main malhabile: „A être déposé en territoire bulgare, pour le journal *Nezavissima Makédonia.*" C'était un billet écrit par la même main peu habituée à tenir la plume. Il provenait de la prison de Skopié. L'auteur du billet annonçait qu'un numéro de ce journal s'étant glissé dans la prison, fut lu clandestinement et provoqua une explosion de joie; les prisonniers en délire avaient crié: „Hourrah! C'est ici la Macédoine indépendante, ce n'est pas la Serbie!" A la suite de cette manifestation, une peine supplémentaire fut infligée aux prisonniers: privation de pain pendant trente heures, privation d'eau pendant 12 heures, défense d'aller aux lieux pendant 7 heures.

Cet esprit indomptable constitue le levain de l'agitation macédonienne qui a pour programme minimum les droits des minorités et pour revendication finale l'indépendance de la Macédoine dans ses frontières géographiques et économiques, c'est-à-dire le bassin du Vardar, de la Bistritza et de la Strouma, avec Salonique.

Cet idéal rallie toutes les races du pays, et s'il porte l'empreinte bulgare, c'est parce que les Bulgares sont l'élément le plus nombreux et le plus actif. Cette unité est un fait remarquable. Les Musulmans (Turcs et Albanais) étaient autrefois intéressés au maintien de l'autorité du sultan qui leur assurait les privilèges de race dominatrice; épars dans tout le pays et formant çà et là des agglomérations compactes, ils étaient un auxiliaire précieux de l'administration turque et des détachements de poursuite contre les comitadjis. Aujourd'hui, ils sont affiliés à cette mystérieuse organisation. Les Valaques ou Aroumains, dont l'importance numérique est beaucoup moindre, ont toujours vécu en amitié avec les Bulgares. Même chez les Grecs de Macédoine il existe un fort courant favorable à la constitution d'un Etat macédonien garantissant les libertés morales et politiques de toutes les races et la prospérité du pays. Car le partage de la Macédoine a produit un malaise profond dans la vie économique de la population. Monastir sous les Serbes languit. Salonique sous les Grecs se meurt. Quant aux Juifs, on comprend sans peine qu'ils salueraient avec joie un règlement qui restituerait à la

---

[1]) Groueff, Deltcheff, Tocheff étaient fondateurs et les chefs de l'Organisation macédonienne. Ils étaient nés, le premier à Smilévo le village aux costumes pittoresques dans les environs de Bitolia, le second à Koukouch, ville détruite par les Grecs en 1913, le troisième enfin à Prilep, exalté par nationalisme serbe comme une citadelle de la tradition serbe.

grande métropole macédonienne son arrière-pays et son rayonnement d'autrefois.

Idéal national, nécessité politique, intérêts économiques, tout concourt à grouper les nationalités macédoniennes autour de l'autonomie et de son protagoniste, l'Organisation Secrète.

L'agitation commença à se manifester en Macédoine aussitôt après les traités de 1919, lorsqu'il apparut clairement qu'il n'y avait plus rien à espérer ni de la clairvoyance des grandes puissances, ni de la sagese des gouvernements balkaniques. Peu à peu, les anciens cadres furent remis sur pied, les „canaux", c'est-à-dire les liaisons, rétablis, les statuts de l'ancienne Organisation remis en vigueur. D'après ces statuts, le pays est divisé en départements, qui ont chacun un comité secret et un chef de la milice armée (voïvode); les départements sont subdivisés en arrondissements et cantons ayant la même organisation. Les corps dirigeants sont élus par des congrès régionaux ou généraux, naturellement clandestins. Un comité central réunit dans ses mains les pouvoirs suprêmes de l'Organisation, dont les affiliés sont astreints à une discipline implacable; il leur est même interdit d'employer un langage grossier dans leurs rapports avec la population. Un tribunal révolutionnaire juge tous les crimes contre la vie, l'honneur et les biens de la population, ainsi que tous les délits contre les réglements de l'Organisation. Les abus et les outrages sont particulièrement poursuivis. De la réprimande, en passant par la bastonnade et l'amende, jusqu'a la peine capitale, toute l'échelle des sanctions est soigneusement établie.

Grâce à cette discipline rigoureuse, le prestige des „comitadjis" aux yeux de la population s'est vite accru et l'influence des chefs est devenue inattaquable.

Parmi ces chefs, les événements ont mis en relief le nom de Todor Alexandroff. Fils d'un instituteur de Chtip, Alexandroff fit ses études au lycée bulgare de Skopié et devint lui-même instituteur; jeune encore, il entra dans les rangs de l'Organisation Secrète. Condamné par les Turcs, il quitta la prison pour prendre le chemin de la montagne. Simple *tchetnik* (homme de bande) d'abord, il devint ensuite secrétaire de la bande de l'arrondissement de Kotchani, puis reçut lui-même le commandement d'une bande, pour devenir, en 1908, membre du Comité Central avec Protoghéroff, ancien officier dans l'armée bulgare, et Tchaouleff, chef de bande du département de Bitolia, tous les deux originaires d'Ochrida. Poursuivi par le gouvernement bulgare, en novembre 1919, parce qu'il figurait dans la liste des criminels de guerre réclamés par la Serbie (sous une accusation fausse, d'ailleurs), Alexandroff échappa à la police pendant qu'il était reconduit en prison après un interrogatoire chez le juge d'instruction, et passa en Macédoine serbe. Sa présence ne tarda pas à inquiéter les autorités serbes, qui mirent sa tête à prix; successivement ce prix a été porté à 250,000 dinars.

L' action de cet homme tient du prodige. D'un physique plutôt débile, maigre et pâle, il mène voici trois ans la vie rude des guerillas, infatigable, insaisissable. Le trait dominant de son caractère c'est la puissance de la volonté. Seul un conspirateur de génie pourrait surmonter les insidieux obstacles élevés sur son chemin, et il faudra reconnaître qu'Alexandroff l'est, puisqu'il a réussi.

Il est vrai que la politique de Belgrade lui a singulièrement préparé le terrain. Nous avons parlé de l'intolérance en matière nationale. Elle se traduit quelquefois en des vexations qui révoltent les âmes les moins sensibles. Ainsi, par exemple, tous les Macédoniens ont dû ajouter à leur nom la terminaison *itch*, pour lui donner une forme serbe. Récemment on enregistrait le cas d'un pope du gros village de Bérovo, condamné à six ans de prison pour avoir baptisé du nom de Kroum — nom d'un souverain bulgare de l'époque païenne et fort répandu parmi les Bulgares — un nouveau-né auquel le père, la mère et le parrain ne voulaient à aucun prix donner un nom emprunté au calendrier serbe. A Tétovo, chef-lieu de département, un groupe d'habitants qui, dans une partie de plaisir, avaient été surpris à chanter des chansons bulgares, furent jugés l'année dernière et envoyés en prison — A Skopié, la ville la plus importante de la Macédoine du nord, un tribunal spécial a jugé, au mois de juin dernier, 185 paysans et citadins bulgares, inculpés de complicité avec l'Organisation. Aucun fait précis ne fut établi à leur charge, sauf pour les trois principaux inculpés qui avaient été trouvés porteurs de proclamations en turc adressées par l'Organisation à la population turque. Par contre, la défense mit à nu les vices, la corruption de l'administration serbe qui pressure les habitants comme jamais les effendis turcs, prévaricateurs par définition, ne l'avaient fait. La Macédoine fut comparée à la Sibérie. Ce que les journaux de Belgrade écrivent souvent à ce sujet mériterait d'être connu par ceux qui auraient le désir de comprendre la crise macédonienne, la crise yougo-slave en général. On ne sait pas que des agents de l'administration concussionnaire aient été condamnés ; mais sur les 185 paysans bulgares, la moitié furent déclarés coupables de crimes contre la sécurité de l'Etat et condamnés de un à vingt ans de prison, tandis que les trois porteurs de proclamations en turc ont été condamnés à mort et exécutés. Un procès analogue mit en émoi Koumanovo, autre ville départementale.

Belgrade a voulu renforcer la politique de dénationalisation par une politique de colonisation. En cela, il a imité les méthodes des Jeunes-Turcs, qui avaient installé en Macédoine les *mouhadjirs* (émigrés) musulmans attirés de Bosnie et d'ailleurs. Le gouvernement de Belgrade y a fait venir des colons serbes du Banat. Ceux-ci, non contents de posséder les terres distribuées par l'Etat, convoitèrent les champs labourés de leurs voisins, usurpant parfois les fruits de leur travail. Un de

ces villages de colons, Kadrafakovo, dans l'Ovtché-Polé, devait acquérir une triste célébrité. Situé en pleine campagne, à deux journées de marche de la montagne, il fut attaqué dans la nuit du 16 au 17 janvier dernier par un fort détachement de l'Organisation Macédonienne; plusieurs maisons furent détruites, plus de vingt habitants, bien qu'armés par les autorités, furent tués dans la mêlée. Les agresseurs se retirèrent sans pertes et sans être rejoints par les détachements lancés à leur poursuite.

Le procès de Skopié fut, à tout considérer, la barre devant laquelle était cité le régime serbe en Macédoine. Le gouvernement de M. Pachitch cependant, et la presse nationaliste serbe, en prirent prétexte pour accuser la Bulgarie et son gouvernement de fomenter le désordre et la révolte dans la „Serbie du sud": c'est la métaphore qu'on emploie, à Belgrade, pour éviter de prononcer le mot de Macédoine; en ceci comme en cela, ils imitent les Turcs qui rendaient la Bulgarie responsable de l'anarchie dans leurs provinces européennes, et qui avaient banni de leur vocabulaire géographique le nom de la Macédoine pour le remplacer par les termes de „Trois Vilayets".

Ces accusations injustes entretenaient une tension continuelle et irritante entre Belgrade et Sofia. A Gênes, la délégation bulgare demanda entre autres la protection des minorités et le retour des réfugiés, comme mesures propres à contribuer à la pacification des Balkans. Cette démarche déplut dans les autres capitales balkaniques.

La vieille et banale histoire des incursions de bandes forma encore une fois le sujet des griefs contre la Bulgarie, et lesreprésentants de l'Etat S.C.S., de la Roumanie et de la Grèce firent à Sofia, en juin 1922, une démarche collective. Le gouvernement de M. Stamboliisky, désespérant de faire croire à sa loyauté et de s'entendre avec ses voisins, prit à témoin le Conseil de la Société des Nations. Le différend entre la Bulgarie et ses trois voisins agissant d'accord fut porté devant le Conseil le 19 juillet, à Londres. Pour établir les faits et fixer les responsabilités, le cabinet de Sofia demandait une enquête sur les lieux; cette demande fut combattue par ses adversaires et le Conseil, évoluant entre les deux thèses en présence, conseilla aux parties de s'entendre, tout en se déclarant prêt à intervenir, si elles n'arrivaient pas à se mettre d'accord directement.

Les efforts déployés pour éviter l'enquête étaient la meilleure preuve de la légitimité de la protestation bulgare.

Mais sans cette enquête il était déjà clair que le gouvernement bulgare n'avait aucun rapport avec l'agitation macédonienne, qu'il lui était même hostile et la combattait. Un membre du cabinet, Alexandre Dimitroff, le même que M. Pachitch avait reçu à Belgrade, tomba victime de cette hostilité: le 24 octobre 1921, pendant qu'il se rendait en automobile à son village, il fut tué par un petit groupe de partisans macédoniens, venus de l'autre côté de la frontière. D'autres faits, qui

ne pouvaient être ignorés du gouvernement serbe, confirmaient ce divorce. Une loi spéciale contre les bandes, que tout le monde savait être dirigée contre les Macédoniens, avait été déjà promulguée. Des groupes armés qui tentaient de passer la frontière bulgare pour pénétrer en Macédoine étaient repoussés par la milice de l'Organisation, jalouse de son indépendance qu'elle défend envers et contre tous.

D'autre part, les mesures, militaires et autres, prises par le gouvernement de Belgrade pour enrayer le mouvement autonomiste en Macédoine sont demeurées stériles. Aux élections du 28 novembre 1920 pour la Skoupchtina constituante, la Macédoine donna la majorité aux communistes ; nul ne se trompait sur le sens de ce vote: c'était une protestation contre la politique de dénationalisation et de centralisation représentée par Belgrade. Lors du suffrage du 18 mars dernier, les communistes (mis hors la loi) n'avaient pas de candidats. Raditch non plus ; ce furent les candidats radicaux et démoncrates qui sortirent des urnes, mais les élus sont surtout des gens du pays, qui ont assumé l' engagement tacite de défendre, à la Skoupchtina, les revendications de leurs électeurs. Ces revendications, nous avons dit ce qu'elles sont

* * *

Il n'est pas difficile de comprendre, après tout ce qui a été dit de la force du mouvement macédonien, les raisons du changement d'attitude de Belgrade à l'égard de Sofia. Ne pouvant seul, par ses propres moyens, venir à bout des „comitadjis", M. Pachitch a cru qu'une entente avec la Bulgarie lui aurait fourni les ressources morales — l'impression sur l'esprit de la population macédonienne — et le concours matériel nécessaires au succès de sa politique. L'hostilité croissante entre l'Organisation Macédonienne et le gouvernement de M. Stamboliisky encourageait certainement ce calcul. M. Stamboliisky, de son côté, ne renonçait pas à son idée yougoslave et, voulant montrer au peuple que sa politique extérieure donnait des fruits, il saisit ces dispositions de Belgrade. A Genève, pendant la session de l'Assemblée de la Société des Nations, il eut avec M. Nintchitch, ministre des Affaires étrangères yougo-slave, une conversation qui semble avoir marqué les préliminaires de sa visite de Belgrade, qui eut lieu aux premiers jours de novembre 1922. De cette visite est issue la conférence de Nich (1-27 mars 1923).

Sans doute, d'autres causes également ont travaillé à ce rapprochement D'abord, la crise intérieure qui tient le royaume trinitaire dans une énervante tension. Lorsque les patriotes serbes de Belgrade repoussaient hautainement les offres de Sofia, ils ne faisaient aucun secret de leurs desseins ; ils disaient ouvertement aux Bulgares : „Attendez quinze ans que nous ayons fini avec les Croates, puis vous vien-

drez". Mais en finir avec les Croates paraît de plus en plus impossible La Croatie s'est raidie dans une résistance inflexible contre la politique centralisatrice de Belgrade; Raditch a absorbé tous les autres partis et porté son influence loin des limites de son propre pays. Alors, dans la capitale serbe on commença à parler d'amputation, et les Bulgares parurent moins méchants qu'auparavant.

A cette cause intérieure, qui est manifeste, il faut joindre un autre fait considérable: la défaite grecque et le retour des Turcs à Andrinople. Tant que la Bulgarie était prise de tous côtés par la Grèce, la Serbie, la Roumanie, elle était encerclée et l'on pouvait toujours serrer l'étau autour d'elle; aussi l'idée d'une frontière commune entre la Bulgarie et la Turquie rencontrait-elle, dans les capitales balkaniques, de violentes contradictions. Cependant la victoire kémaliste et la décision des alliés du 23 septembre 1922 traçaient cette frontière, et un nouvel équilibre s'établissait dans la péninsule. La politique serbe s'adapta à le nouvelle situation, accentuant d'une part la pression contre Salonique, levant d'autre part l'interdiction dont était frappé M. Stamboliisky et son programme.

Le rapprochement avec la Serbie — nous l'avons dit au début — n'a pas d'adversaires de principe en Bulgarie; et il est réjouissant que les dirigeants serbes aient enfin compris qu'aucun fil mystérieux ne relie le cabinet de Sofia à l'état-major de Todor Alexandroff. Mais quant aux résultats tangibles de l'accord de Nich — et de tous les accords qui pourraient le suivre et qui procéderaient du même esprit — le scepticisme est ce qu'il y a de plus fondé. La Macédoine est inquiète, elle s'agite. Les accords comme ceux de Nich, qui ne tiennent aucun compte de ses revendications, humainement légitimes et politiquement nécessaires, ne la lient pas plus que les traités qui ont sanctionné son partage. Elle luttera, comme la Croatie, comme l'Irlande ou l'Egypte.

Dans une conversation qu'il a eue récemment à Zagreb avec un publiciste russe, M. Niémanoff, le chef populaire croate Raditch a dit: „Je considère les révolutionnaires macédoniens comme les vrais martyrs d'une idée". Cette idée est indestructible. Mais elle est aussi parfaitement compatible avec l'unité yougoslave, entendue dans le sens de l'harmonie des aspirations idéales et des intérêts nationaux des membres de la famille commune, Bulgares, Serbes, Croates, Slovènes. Hors de là, point de salut. L'Etat serbe-croate-slovène, dans sa constitution actuelle, aura tous les vices des empires dont les dépouilles ont servi à son agrandissement, sans en avoir les vertus. Il ne sera jamais un Etat véritablement fort par le consentement libre et l'esprit de sacrifice de tous ses citoyens. Et tous les espoirs qu'on voudrait placer en lui en vue de l'avenir seraient des illusions dangereuses.

**Сканирано за:**

# www.strumski.com

Библиотека „Струмски”
е създадена в памет на
загиналите за Родината.



*Voivode Dimiter Madjarov before the remains of two comrades in arms killed in the battle of Ferres*